

PARAISSENT TOUS LES SAMEDIS A 2 HEURES DU SOIR

MATAHITI 20. — N° 16.

TE VEA NO TAHITI.

Mabana mas 22 operera 1871.

PRIT DE L'ABONNEMENT (ensemble d'assurance)

Uma.....
 Sua mãe.....
 Três vezes.....
 (Se quiser, vá continuar)

IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT.

PRIX DES ANNONCES (en comptant)
 premières lignes 80 c. la ligne
 les 2^e à 20 lignes 25 id.
 les suivantes rembourrées se paient à moitié du prix de la première ligne.

SOMMAIRE

Départ du courrier. — Récompense honorifique. — Autorisation de mariage. —
Interprète attaché aux tribunaux.
Plaisurs de M. Thiers, chef du pouvoir exécutif de la République française.
Nouvelles d'Europe. — La bataille de Montretout — Viande de cheral. — Rôle
des affaires de la haute cour sabbatienne. — Mouvements du port. — Avis.

Les sacs de la correspondance seront fermés la veille à 8 heures du soir.

Papeete, le 23 avril 1891.

Nous publions dans notre numéro du 30 octobre 1969 les félicitations adressées par le Commandant et l'Amiral au chef Rometus, du district de Haapaa, pour le courage et le dévouement avec lesquels, aidé de quelques-uns des habitants de son district, il s'est débarrassé d'un second des marins d'une embarcation de l'Armée cultivée dans les récifs.

[illegible]

Par décision de M. le Commandant Commissaire de la République en date du 17 avril 1871, prise sur le rapport du procureur de la République, chef du service judiciaire, consentement a été donné au sieur Villard (Joseph-François-Régis-Anastase), né à Saint-Jean en Royans (département de la Drôme), domicilié à Papeete, à l'effet de contracter mariage.

Par arrêté de M. le Commandant Commissaire de la République en date du 18 avril 1871, M. Goupil (Auguste-Benjamin), interprète assermenté pour la langue anglaise, a été attaché en cette qualité au service des tribunaux de Paopete, et recevoir l'allocation prévue au budget à cet effet.

DISCOURS DE M. THIERS

Dans la séance du 19 février de l'Assemblée nationale siégeant à Bordeaux, M. Thiers, chef du pouvoir exécutif de la République française, a prononcé le discours suivant :

Messieurs, je dois, avant toutes choses, vous remercier, non pas du fardeau accablant dont vous venez de me charger, mais du témoignage de confiance que vous m'avez donné dans la séance d'aujourd'hui. Quoique effrayé de la tâche difficile, périlleuse et surtout douloureuse que m'est imposée, je n'ai éprouvé qu'un sentiment, un seul, celui de l'obéissance immédiate, absolue, à la volonté du pays, qui doit être d'autant plus obéi, d'autant mieux servi, d'autant plus aimé et plus méconnu.

Hélas ! oui, il est malheureux, plus qu'il ne le fut à aucune époque de son histoire si vaste, si accidentée, si glorieuse, où on le voit tant de fois précipité dans un abîme d'infortune, pour remonter tout à coup au faite de la puissance et de la gloire, et ayant constamment la main dans toutes ces qui a été fait de grand, de beau, d'utile à l'humanité !

Il est malheureux, sans doute, mais il reste l'un des pays les plus grands, les plus puissants de la terre, toujours jeune, fier, inépuisable en ressources, toujours héroïque surtout, témoin cette longue résistance de Paris, qui demeurera l'un des monuments de la constance et de l'énergie humaines.

Plein de confiance dans les puissantes facultés de notre chère patrie, je me rends sans hésitation, sans calcul, à la volonté nationale par vous exprimée, et me voici, à votre appel, à vos ordres si je puis dire, prêt à vous obéir, avec une réserve toutefois, celle de vous résister si, entraînés par un sentiment généreux mais irréfléchi, vous me demandez ce que la sagesse politique condamnerait, comme je le fis, il y a huit jours lorsque je ne levai soudainement pour résister.

ter aux entraînements fumeux qui devaient nous conduire à une guerre désastreuse.

Deux intérêts de l'unité d'action, vous m'avez laissé le choix de vos collègues : je n'ai choisis aucun autre motif de préférence d'estime publique : le universellement accordée à leur caractère, à leur caractère et à leur caractère, non pas dans l'un des partis qui nous divisaient, mais dans tout l'ensemble à faire le pays lui-même en nous donnant ses votes, et en laissant figurer sur sa même liste les personnages les plus divers, les plus opposés en apparence, mais unis par le patriotisme, les lumières et la communauté des bonnes intentions.

Permettez-moi de vous énumérer les noms, les attributions des collègues qui ont bien voulu me prêter leur concours :

M. Dufaure, ministre de la justice ;
M. Jules Favre, ministre des affaires étrangères ;
M. Picard, ministre de l'intérieur ;
M. Jules Simon, ministre de l'instruction publique ;
M. de Larcy, ministre des travaux publics ;
M. Lambrecht, ministre du commerce ;
Le général Le Flô, ministre de la guerre ;
M. Eugène Buisson, ministre de la marine.

Dans cette énumération manque le ministre des finances. Ce choix est déjà arrêté dans la pensée du conseil, mais l'honorable membre (1) auquel sera attribué ce département n'étant point encore à Bordeaux, je n'ai pas cru devoir livrer son nom à la publicité.

Vous avez remarqué sans doute que je ne me suis chargé d'aucun département ministériel, afin d'avoir plus de temps pour ramener à une même pensée, entourer d'une même vigilance toutes les parties du gouvernement de la France.

Sans vous apporter aujourd'hui un programme de gouvernement, ce qui est toujours un peu vague, je me permettrai de vous présenter quelques orientations ~~de~~ ^{sur} lesquelles je voudrais faire sortir la reconstitution actuelle de notre

Dans une société prospère, régulièrement constituée, cessant paisiblement, sans secousse, au progrès des esprits, chaque parti représente un système politique et les réunit tous dans une même administration; ce serait, en opposant des tendances contraires qui s'annuleraient réciproquement ou se combattraient, ce serait aboutir à l'inertie ou au conflit.

Mais, hélas ! une société régulièrement constituée, cédant doucement au progrès des esprits, est-ce là notre situation présente ?

La France précipitée dans une guerre sans motifs sérieux, sans préparation suffisante, a vu une moitié de son sol envahi, son année détruite, sa belle organisation brisée, sa vieille et puissante unité compromise, ses finances ébranlées, la plus grande partie de sa jeunesse associée au travail pour aller mourir sur les champs de

ses enfants arrachés au travail pour aller mourir sur les champs de bataille, l'ordre profondément troublé par une subite apparition de l'autarchie, et après la reddition forcée de Paris, la guerre suspendue pour quelques jours seulement, et prête à renaître si un gouvernement estimé de l'Europe, acceptant courageusement le pouvoir, prenant sur lui la responsabilité de négociations douloureuses, ne vient mettre un terme à d'affreuses calamités !

En présence d'un pareil état de choses, y a-t-il, peut-il y avoir deux politiques? Et, au contraire, n'y en a-t-il pas une seule forcée nécessaire, urgente, consistant à faire cesser le plus promptement possible les maux qui nous accablent?

Quelqu'un pourrait-il soutenir qu'il ne faut pas, le plus tôt, le plus complètement possible, faire cesser l'occupation étrangère, au moyen d'une paix courageusement débattue, et qui ne sera acceptée

que si elle est honorable; débarrasser nos campagnes de l'ennemi qui les foule et les dévore; rappeler des prisons étrangères nos soldats, nos officiers, nos généraux prisonniers, reconstituer avec eux une armée disciplinée et vaillante, rétablir l'ordre troublé, remplacer ensuite et sur-le-champ les administrateurs démissionnaires ou indignes, reformer par l'élection nos conseils généraux, nos conseils

réunir les différents services, reconstruire ainsi notre administration désorganisée, faire cesser des dépenses ruineuses, relever sinon nous sommes perdus, faire passer les dépenses de l'Etat à des dépenses communales, ce qui ne serait être l'œuvre d'un jour, du moins nous donnerait un moyen unique de faire face à des engagements pressants, de renvoyer aux champs, aux ateliers, nos mobiles, nos mobilisés, de rouvrir les routes interrompues, relever les ponts détruits, faire re-

Y a-t-il quelqu'un qui pourrait nous dire qu'il y a quelque chose de plus pressant que tout cela? Et y aurait-il, par exemple, quelqu'un ici qui oserait discuter savamment des articles de la Consti-

tution pendant que nos prisonniers expirent de misère dans des contrées lointaines, ou pendant que nos populations, mourant de faim, sont obligées de livrer aux soldats étrangers le dernier morceau de pain qui leur reste?

- Non, non, Messieurs! pacifier, réorganiser, reléver le crédit, ramener le travail, voilà la seule politique possible, et même concevable en ce moment. A celle-là tout homme sensé, honnête, éclairé, qui qu'il pense sur la monarchie ou la république, peut travailler utilement. Il n'y a pas d'incapacité, même en six mois, il pourra rentrer

Ah ! sans doute, lorsque nous aurons rendu à notre pays les services pressants que je viens d'énumérer, quand nous aurons relevé du sol où il est ce noble blessé qu'on appelle la France; quand

(1) M. POYER-QUERDEN, qui a depuis accepté les fonctions offertes.

Un grand nombre d'armes sans valeur, rasées nos forces, nous le rendrons à nos ennemis, et, établis alors, ayant recouvré la liberté de nos esprits, il n'y aura plus à vouloir rien.

Quand cette œuvre de réparation sera terminée, elle ne saurait être bien longue, le temps de discuter, de peser ces théories de quip-proquo, puis un peu d'égarement des souffrances d'une révolution, nous aurons retrouvé notre sang-froid; ayant opéré notre reconquête sous le gouvernement de la République, nous pourrions proposer en connaissance de cause nos destinées, et ce jugement sera prononcé, non par une minorité, mais par la majorité des citoyens. C'est à dire par la volonté autonome elle-même.

Telle est la seule politique possible, nécessaire, adaptée aux circonstances douloureuses que nous nous trouvons. C'est celle à laquelle nos honorables collègues sont prêts à dévouer leurs facultés éprouvées; c'est celle à laquelle, pour ma part, malgré l'âge et les fatigues d'une longue vie, je suis prêt à consacrer les forces qui me restent, sans calcul, sans autre ambition, je vous le jure, que celle d'attirer sur nos derniers jours les regrets de nos concitoyens, et de permettre tout d'ajouter, sans même être assuré, après le plus complet dévouement, d'obtenir justice pour mes efforts.

Mais n'importe, devant le pays qui souffre, qui périt, toute considération personnelle serait impardonnable. Unissons-nous, mes amis, et disons-nous bien que, en nous montrant capables de concorde et de sagesse, nous obtiendrons l'estime de l'Europe, avec son estime sans concours, de plus le respect de l'ennemi lui-même, et ce sera la plus grande force que vous puissiez donner à vos négociations pour défendre les intérêts de la France dans les graves négociations qui vont s'ouvrir.

Faites donc renvoyer à un terme qui, du reste ne saurait être bien éloigné, les divergences de principes qui nous ont divisés, qui nous diviseront peut-être encore, mais y revenons que lorsque ces divergences, résultat, je le sais, de convictions sincères, ne seront plus un obstacle à l'existence et à la salut du pays.

NOUVELLES D'EUROPE

(D'après les télégrammes extraits du Courrier de San Francisco.)

Bordeaux, 3 mars. — Une dépêche de Paris du 2 mars au soir annonce que les ratifications du traité de paix ont été envoyées le jour même. Paris est tranquille. Les Français évacuent la ville domin.

Le gouvernement a rendu un décret qui renvoie dans leurs foyers les gardes nationaux mobilisés.

Versailles, 3 mars. — Voici le texte des préliminaires de paix conclus entre Thiers, Favre, Bissonnet et autres :

L'article premier spécifie la ligne de démarcation.

L'article 2 soumet le paiement par la France d'une somme de cinquante millions de francs, un milliard au moins en 1871, et tout le reste des dépenses de l'armée à partir de la ratification.

L'article 3 décide que l'évacuation commencera aussitôt après la ratification du traité par l'assemblée; que les troupes allemandes quitteront immédiatement Paris et la rive gauche de la Seine, et aussi les départements du Nord, d'Alsace et de la Loire et de la Seine-Inférieure. Les troupes françaises resteront derrière la Loire jusqu'à la signature définitive du traité de paix, excepté celles dans Paris, dont le nombre ne doit pas excéder 40,000 hommes. Les Allemands évacueront graduellement la rive droite de la Seine après la signature définitive du traité de paix et le paiement d'un demi milliard. Après le paiement de deux milliards, les Allemands resteront seulement les départements de la Marne, des Ardennes, de la Meuse, des Vosges, de la Meurthe et Belvoir. Après le paiement de trois milliards, les Allemands se retireront plus en France que 50,000 hommes, puis si une garantie suffisante de paiement est donnée, ils évacueront aussitôt. Autrement trois milliards porteront intérêt à 5 p. 100 à partir de la ratification du traité.

L'article 4 décide que les Allemands ne feront plus de réquisition. Le gouvernement français pourvoira à la nourriture de l'armée d'occupation dans les départements cédés. Le même article dit en outre que des arrangements favorables seront pris avec les habitants; que du temps leur sera donné s'il leur plaît de se déplacer, et qu'aucun obstacle ne sera opposé à l'émigration.

(L'article 5 n'est pas mentionné.)

L'article 6 pourvoit à la libération des prisonniers immédiatement après la ratification du traité de paix. Les compagnies françaises de chemin de fer pénétreront dans ces huit jours wagons et leurs locomotives aux mêmes conditions qu'au gouvernement français.

L'article 7 dit que le traité sera définitivement signé à Bruxelles immédiatement après la ratification.

L'article 8 déclare qu'après la ratification, l'administration de tous les départements occupés sera remise à des fonctionnaires français, qui seront soumis aux commandants allemands pour tout ce qui est de l'intérêt des troupes allemandes.

Par l'article 9 il est entendu que les Allemands n'ont aucune autorité sur les départements non occupés par eux.

Londres, 3 mars. — L'évacuation de Paris par les Allemands s'est terminée vendredi matin à onze heures, selon la convention. Les mobiles et les gardes nationaux sont licenciés. Les négociateurs de la paix s'égarent à l'heure de se séparer.

Versailles, 4 mars. — Toutes les restrictions apportées à l'entrée et à la sortie des habitants de Paris ont été supprimées. Les troupes allemandes ont reçu l'ordre de se retirer de l'autre côté de la ligne de la Seine.

Le ministre, actuel de Paris à Athènes sera chargé de régler les détails du traité de paix définitif à Bruxelles.

Paris, 4 mars. — Il ne reste pas un seul soldat allemand à Paris. Les Saxons ont passé hier à dix heures du matin devant l'arc de triomphe de l'Ecole en s'en allant, un millier du profond silence d'un petit nombre de spectateurs. A midi l'évacuation de la ville était complète. L'empereur Guillaume a ensuite passé une revue de 100,000 hommes dans la forêt de Boulogne. Les chefs prussiens sont désempoqués à la froideur et à l'implacable attitude des Français.

Dans une proclamation, le ministre de l'Intérieur félicite les habitants pour leur attitude pendant l'occupation.

On attend le début le premier convoi de prisonniers français.

Berlin, 4 mars. — Thiers refuse de faire un traité de commerce avec l'Allemagne; il se base sur la nécessité pour la France d'imiter les Etats-Unis et de rétablir l'équilibre par un haut tarif.

Bordeaux, 4 mars. — Le conseil fédéral s'est concerté avec le gouvernement français pour le renvoi des accidents composant l'armée de Boursbaki. La commémoration commencera mercredi prochain à se rendre en France; le transport de toute l'armée prendra dix jours.

Versailles, 5 mars. — Le second corps de l'armée allemande a commencé sa marche télégraphique vers son pays.

Paris, 5 mars. — La Bourse a baissé de 30 c. hier en conséquence d'un baisse sur la 3 p. 100. Les chemins de fer ont baissé de 12 fr., et l'emprunt est tombé de 10 c. L'armée du Nord a été déguisée.

Londres, 5 mars. — Des rumeurs disent que certains quartiers de Paris sont inséparables, et que l'élément révolutionnaire s'est retranché à Montmartre avec une batterie de 27 canons et en garde toutes les approches.

New-York, 6 mars. — Le correspondant du Times de Londres télégraphie de Versailles: Les Allemands évacuent les limites prussiennes en excellent ordre. Le Mont-Vallier et les forts seront évacués le 7; Rouen le 12, et la rive gauche de la Seine le 18. Cinquante mille hommes des troupes de province arrivent à Paris pour remplacer la ligne et les mobiles; qui doivent commencer à partir lundi.

Paris, 6 mars. — Le Journal officiel avoue que plusieurs bataillons de gardes nationaux ont retenu leurs fusils, seulement pour empêcher qu'ils ne tombent entre les mains des Prussiens.

Deux régiments de plus sont arrivés à Paris pour renforcer la garnison. Le général de Palladine est arrivé; il commandera la garde nationale.

Berne, 7 mars. — Le départ des soldats français de la Suisse est retardé à la demande du gouvernement français, en conséquence des avaries au chemin de fer de Paris à Lyon.

Bordeaux, 8 mars. — La commission de l'Assemblée chargée de faire un rapport sur l'élection des membres de l'Algérie a conclu à l'annulation de l'élection.

Paris, 8 mars. — Les troupes de l'armée de Chazny commencent à arriver par petits détachements.

Paris, 9 mars. — Les maires s'unissent unanimement garant que la garde nationale rendrait ses canons sans qu'il soit nécessaire de prendre des mesures de sévérité. On pense que l'agitation cessera quand les députés de Paris qui ont donné leur démission seront de retour dans la capitale. Le gouvernement garde une attitude calme. Des bataillons de gardes nationaux ont été félicités le général Palladine.

Le Journal officiel déclare que la République, dans une forme définie, est la meilleure forme de gouvernement pour la France; il recommande au peuple de ne pas troubler l'ordre public, car la tranquillité est le seul espoir de la France.

Le duc de Noailles est nommé ambassadeur de France à Saint-Petersbourg.

Dieppe, 10 mars. — Les gardes mobiles renvoyés arrivent de la Seine au Nord.

Paris, 10 mars. — Le général Palladine a reçu hier les officiers de la garde nationale de Belleville. Après l'entrevue, les officiers prussiens ont été renvoyés à leur garnison.

La marine a été grandement réduite; les docks de Lorient et de Rochefort sont livrés à des compagnies particulières. Les escadres en croisière au loin sont rappelées.

Bordeaux, 10 mars. — L'Assemblée, après un discours de M. Thiers recommandant vivement le transport de l'Assemblée à Versailles, a rejeté, par un vote de 407 contre 105, un amendement qui portait l'envoi immédiat à Paris. Le choix de Versailles a été adopté par 481 voix contre 104. La première séance à Versailles aura lieu le 20 mars.

Paris, 11 mars. — Les gardes nationaux insurgés sont encore en possession de 417 canons. Le général Vinet a passé en revue aujourd'hui les 40,000 hommes de l'armée de la Loire qui composent la nouvelle garnison de Paris.

Berlin, 11 mars. — L'ordre du jour renvoie dans leurs foyers les troupes de la landwehr, des garnisons et des corps organisés. Les prisonniers originaires des départements cédés ne seront rendus qu'à la conclusion du traité de paix.

Londres, 12 mars. — Le *Revue financière* dit qu'au mois de septembre dernier, la Banque de France avait en circulation pour 1 milliard 774 millions en billets de banque; cette circulation est aujourd'hui de deux milliards. Malgré les prêts faits au gouvernement, le crédit de la Banque n'a pas souffert; ses billets sont partout acceptés au pair.

Paris, 12 mars. — Les Allemands évacuent Versailles demain; la ville sera immédiatement occupée par des troupes françaises.

Le Journal officiel contient un décret qui dissout certains bataillons de l'armée, approuve la formation de régiments d'infanterie, et insiste sur l'établissement de camps d'instruction.

Les syndics de la chambre de commerce ont décidé qu'aucun Allemand ne serait employé à l'avenir dans les métiers de Paris.

Le marquis de Bouville est nommé ambassadeur de France à Vienne.

Paris, 13 mars. — Versailles a été évacuée par les Allemands, et une garnison française installée à leur place.

La convention pour le retour des prisonniers français a été signée à Fort-Louis; une partie reviendra par Brême et Hambourg, l'autre par chemin de fer.

L'état des affaires à Montmartre n'a pas changé. La tranquillité est parfaite. Une partie de la garde nationale restent encore ses camps.

Paris est parti pour Ferris au jour de protester contre les réquisitions qui continuent.

Londres, 13 mars. — L'empereur Guillaume s'est mis en route pour Berlin, accompagné d'une suite nombreuse de princes, d'officiers et de représentants des ex-gouvernements allemands. Il est arrivé avec une escorte à Epernay aujourd'hui à midi.

Berlin, 13 mars. — On annonce de Paris que le gouvernement entend prélever une taxe sur la matière première, spécialement sur les textiles de l'industrie. La taxe sur les cotons produira à l'Etat de 60 à 80 millions de francs par année. Les articles étrangers manufacturés seront aussi taxés proportionnellement.

Berlin, 13 mars. — Un décret supprime les gouverneurs de Versailles, de Nancy et de Reims; leurs attributions sont transférées aux commandants militaires dans les départements occupés, les Allemands abandonneront l'administration en tant qu'elle concerne l'éducation et la religion, à moins que les mesures prises par les Français ne soient pas satisfaisantes. Les Allemands conserveront l'ad-

ministère des postes, des chemins de fer et des télégraphes. La 62^e division de Gœrres, que Wissembourg soit annexé.
Londres, 14 mars. — Les troupes prussiennes continuent dans les départements occupés.
Paris, 14 mars. — Les troupes de l'armée d'Alsace ont été envoyées à Metz.

Londres, 14 mars. — A Paris, le commerce reprend et les soldats de tout ont recommencé. Un nombre adonné d'Allemands ont été logés chez les habitants pour la punir d'avoir porté des vêtements de tout pendant que le prince n'aurait pas la reconnaissance.
Londres, 15 mars. — Une dépêche d'Amiens dit que l'armée de Gœrres marche à travers l'Alsace et la Lorraine.

Le *Manchester Guardian* dit qu'il est possible que l'Alsace et la Lorraine soient réunies à la France pour certaines indemnités. Les négociations non officielles sont avancées à ce sujet.

Paris, 15 mars. — Bismarck a informé Thiers qu'il se trouve de la résistance déterminée des habitants, et des observations du commerce allemand qui redoute la concurrence de Mulhouse. Il se trouve embarrassé pour organiser politiquement et commercialement les provinces cédées, et qu'il abandonne l'Alsace et la Lorraine si le chiffre de l'indemnité est augmenté d'un milliard et demi.

Les gardes nationaux de Montmartre sont menaçants, et les autorités s'attendent à une émeute.

La nouvelle loi militaire dégradera le service forcé de tout citoyen français pendant trois années dans l'armée régulière, et après ce temps dans les réserves.

Tous les soldats qui ont fini leur temps doivent être renvoyés demain dans leurs foyers.

Le prince de Metternich, ambassadeur d'Autriche, a remis à M. Thiers ses lettres de créance. Le Portugal, le Danemark et la Suède ont aussi reconnu la République.

Le maréchal McMahon est à Paris.

Le service de la poste se fait régulièrement tous les jours avec l'Angleterre.

Les Allemands ont redouté le chemin de fer d'Orléans.

Paris, 16 mars. — Le ministre est décidé à poursuivre la politique de conciliation à l'égard des mécontents de Montmartre. Le temps est très-mauvais, les insurgés se dispersent, et l'on pense que ceux qui restent n'en tarderont pas à se disperser aussi.

Londres, 16 mars. — Une dépêche du Havre en date d'aujourd'hui annonce que les Allemands ont complètement évacué Dieppe et tout le pays environnant.

Londres, 17 mars. — Orléans est évacué.

On dit que la Prusse a offert de rendre Mulhouse moyennant 200 millions de francs.

Une dépêche spéciale de Lille annonce que beaucoup de manufacturiers de l'Alsace et de la Lorraine ont l'intention de transporter leurs établissements à Lyon.

Une dépêche au *Times* datée de Paris 16 mars dit que le gouvernement s'efforce de surprendre les ennemis par une surprise.
Un compagnie de gardes nationaux qui avait promis son concours à la république, a été dissoute.

On achète largement des robes afin de soutenir le crédit national en vue du nouvel emprunt.

Les Prussiens ont rendu 12,000 chapeaux.

Dijon, 17 mars. — Les Allemands sont partis; les douanes, les postes et les chemins de fer sont remis aux Français.

Reims, 17 mars. — A partir d'aujourd'hui les impôts sont payables aux Français. La succursale de la Banque de France a repris ses affaires.

QUESTION D'ORIENT.

Londres, 13 mars. — Lord Granville a annoncé à la chambre des lords que la conférence avait terminé ses travaux, et qu'un traité avait été signé au Foreign Office abrogeant toutes les restrictions apportées à l'admission des navires de guerre dans les Dardanelles et le Bosphore.

Londres, 14 mars. — Le *Times* félicite l'Europe à propos du résultat de la conférence.

Londres, 16 mars. — Le *Journal des Débats*, en commentant le résultat de la conférence de Londres, attaque vivement l'Angleterre, qui, dit-il, a perdu tous les avantages qu'elle avait retiré de la guerre de Crimée. « La France, dit-il, est maintenant impuissante, son épée est brisée; mais quand elle la sortira de nouveau du fourreau, ce ne sera pas dans l'intérêt d'un pays aussi éloigné que la Turquie ».

Saint-Petersbourg, 16 mars. — L'organe du gouvernement dit que, malgré les invectives des journaux, les puissances ont considéré la demande de la Russie comme raisonnable et juste. Le résultat de la conférence ne nécessite aucun sacrifice de droits acquis, élargie le mécontentement, et est un gage de paix.

BATAILLE DE MONTRETOUIT

Voici, dit le *Courrier de San Francisco*, un récit exact de la scène et du but des combats que dans l'avenir on désignera sous le nom de bataille de Montretout (sortie du 19 janvier).

Montretout est une hauteur entre Saint-Cloud et Garches, sur laquelle on avait eu l'intention d'élever une redoute dans le plan des fortifications de Paris. Mais cette redoute n'a jamais été construite et on n'a pas eu le loisir de l'élever entre la capitulation de Sedan et notre investissement. Jugeant bien de la valeur de la position, le premier soin de l'ennemi fut de s'en emparer, comme il a fait de celle de Clamart et des batteries bombardées inégalement les monuments publics du quartier latin, de Saint-Sulpice au Panthéon.

Il était de la plus grande importance de reprendre Montretout (Clamart paraît trop formidable pour l'avenir du front, à moins d'un sacrifice effroyable d'hommes), et tel paraît avoir été le principal objectif de la bataille du 19. De Montretout, on commandait les bords de Saint-Cloud et les grandes routes qui mènent à Versailles; de Montretout aussi on peut tourner les batteries prussiennes de Bagneux qui répandaient le trouble à Garches et au Point-du-Jour. Il fallait donc reprendre Montretout, coûte que coûte, pensait le gouvernement, et ce qui suit montre avec quelle bravoure ce plan a été mis à exécution.

Dans la soirée du mercredi 18, le général Trochu quitta le Louvre, pour se rendre à la citadelle du Mont-Valérien, d'où comme point

central il devait diriger en personne toutes les opérations futures. L'exécution en avait été confiée à trois corps d'armée différents, placés sous le commandement respectif des généraux Vinoy, Bellemare et Ducrot, qui tous les trois résident au Mont-Valérien et s'entendent avec le gouverneur la nuit qui précède l'engagement.

A Vinoy, général remarquable, fut confié l'attaque qui par la gauche devait être dirigée sur Montretout du voisinage du chemin de fer de Versailles. Bellemare commanda le centre, s'avancant de Courbevoie sur la droite du Mont-Valérien, en regardant de Paris. Ducrot, restait chargé de l'attaque sur la droite dans la direction de Quelles. Plus de cent mille hommes comprenant trois différentes sortes de troupes (régulières, mobiles et gardes nationales), appuyés par une artillerie nombreuse (300 canons), formaient l'effectif des trois corps d'armée.

La ligne de front ne s'étendait pas, comme on peut s'en rendre compte en regardant la carte, sur une largeur de plus de 4 milles anglais. La tâche de masser et de faire manœuvrer un si grand nombre de troupes, la plupart peu habiles, dans un espace sans ressource, était difficile et délicate; la concentration ne s'effectua pas sans beaucoup de pertes et plusieurs fantômes, et pour rendre encore l'opération plus difficile, la nuit fut très obscure et la matinée du 19 assombrie par un rideau de brouillard épais digne de ceux de la Tamise par son intensité et sa durée.

Le mouvement en avait été ordonné pour six heures du matin, mais par suite des retards inévitables dus à cette cause, et des obstacles attendus qui s'opposèrent à la marche, l'attaque ne fut commencée que vers dix heures. Les troupes prussiennes, qui se trouvaient à la gauche, se battirent avec acharnement, mais sans succès. Les gardes nationales furent tenus sous les armes huit heures consécutives, de deux heures du matin jusqu'à dix heures, qui commençaient réellement l'action, sans repos, inaltérablement. L'infanterie du ligne parvint aussi épuisée et ahimée de fatigues quand elle reçut ordre d'attaquer, et elle marcha sans cette vivacité d'allure qui révèle la confiance.

Les soldats de Vinoy s'avancèrent de derrière le Mont-Valérien par la route parallèle à la Seine qui passe à droite de la briquetterie marquée sur les cartes de l'état-major, et que cache sur une certaine longueur la colline de la Foulleuse.

Le colonne d'assaut se composait de zouaves, de 132^e de ligne et de plusieurs bataillons de garde nationale, notamment du 107^e. On semblait devoir prendre Montretout sans difficulté. Les Prussiens combattirent opiniâtement; mais furent anéantis sous le nombre dans un combat corps à corps. C'est là que Rochemont, du 19^e régiment de Paris, trouva la mort. Rochemont, commandant des zouaves de la Mort, en Pologne, fut tué par un boulet prussien, car Montretout était défendue par des soldats de Poen.

De Montretout, les Français descendirent à Saint-Cloud et fouillèrent le village en prenant grand soin de faire sortir à l'ouest des caves. Ils poursuivirent de la ligne de Ville Evryard. Les éclaireurs s'avancèrent en avant et dirigèrent un feu bien nourri sur l'ennemi qui se battait en retraite sous son artillerie. Les Prussiens furent anéantis par les coups de fusil et les coups de canon.

Tandis que la gauche remportait ainsi ses succès, le centre ne réussit pas à s'avancer. Les Prussiens se battirent avec acharnement, mais sans succès. Les gardes nationales furent tenus sous les armes huit heures consécutives, de deux heures du matin jusqu'à dix heures, qui commençaient réellement l'action, sans repos, inaltérablement. L'infanterie du ligne parvint aussi épuisée et ahimée de fatigues quand elle reçut ordre d'attaquer, et elle marcha sans cette vivacité d'allure qui révèle la confiance.

La ligne de bataille ne fut pas plus longtemps conservée; ce fut une série de combats isolés où chaque homme combattit pour lui-même, perdu de vue ses officiers ou en fait perdu, et les fous de la guerre devinrent effrayables. Ce fut pour la plupart une lutte inutile; les premiers rangs, pleins d'enthousiasme, mais inexpérimentés, coururent derrière les arbres; ils furent abattus l'un sur l'autre par les Prussiens impétueux, à l'abri derrière leurs retranchements, ou furent inutilement blessés par leurs propres éclaireurs, restés trop en arrière.

On raconte le trait suivant d'un colonel de la ligne, dit-on, comme il demandait un 116^e bataillon de la garde nationale d'attaquer un mur crénelé qui se trouvait en face. « Comment? vous n'avez pas une colonne? » répondit un lieutenant de la garde nationale, M. Becker. « Vous êtes ici pour mourir », répondit l'autre. « Et la ligne? » répliqua le lieutenant. « Eh bien! je vais vous montrer que la garde nationale sait comment on meurt; en avant, camarades! » Et il s'élança sur le front de la ligne, et se précipita dans les champs inextricables et entremêlés de vignes, de plantations et de jardins, se dirigeant à droite vers Cello-Saint-Cloud, par le petit lac connu sous le nom de Saint-Occupant.

La ligne de bataille ne fut pas plus longtemps conservée; ce fut une série de combats isolés où chaque homme combattit pour lui-même, perdu de vue ses officiers ou en fait perdu, et les fous de la guerre devinrent effrayables. Ce fut pour la plupart une lutte inutile; les premiers rangs, pleins d'enthousiasme, mais inexpérimentés, coururent derrière les arbres; ils furent abattus l'un sur l'autre par les Prussiens impétueux, à l'abri derrière leurs retranchements, ou furent inutilement blessés par leurs propres éclaireurs, restés trop en arrière.

On raconte le trait suivant d'un colonel de la ligne, dit-on, comme il demandait un 116^e bataillon de la garde nationale d'attaquer un mur crénelé qui se trouvait en face. « Comment? vous n'avez pas une colonne? » répondit un lieutenant de la garde nationale, M. Becker. « Vous êtes ici pour mourir », répondit l'autre. « Et la ligne? » répliqua le lieutenant. « Eh bien! je vais vous montrer que la garde nationale sait comment on meurt; en avant, camarades! » Et il s'élança sur le front de la ligne, et se précipita dans les champs inextricables et entremêlés de vignes, de plantations et de jardins, se dirigeant à droite vers Cello-Saint-Cloud, par le petit lac connu sous le nom de Saint-Occupant.

Un rapport s'élança en avant, et grimpait contre le mur d'effroyable avec son chapeau de lauriers, les canons des fusils de ceux qui étaient derrière; mais il tomba bientôt; on n'était plus qu'un cadavre.

Que faisait Ducrot pendant ce temps-là? Ses troupes étaient sur pied à trois heures du matin, mais sans avoir eu le temps de se battre. Les routes qui mènent à Garches, qui passent Nanterre et Roeli, étaient littéralement balayées par une batterie prussienne établie aux carrières de Saint-Cloud. Les Français ne pouvaient pas faire feu à l'ennemi, et le passage ne pouvait être interrompu que lorsque le gouverneur envoya une locomotive courailler par la ligne de Saint-Germain. Mais ces troupes arrivèrent deux heures trop tard et la simultanéité de l'attaque échoua.

Quand les trois corps opérèrent ensemble, on tenta de faire une attaque convergente sur la Bergerie, tandis que les batteries du 6^e secteur ouvraient un feu sur Sévres et le fort de Saint-Cloud. Malheureusement il était alors trop tard; les Prussiens avaient eu

